

LA MISSION DE FORMATION DE L'UNION EUROPÉENNE ET LA DIFFICILE RECONSTRUCTION DE L'ARMÉE AU MALI

Denis TULL

Chercheur Afrique de l'Ouest à l'IRSEM

RÉSUMÉ

La détérioration constante de l'environnement sécuritaire au Mali depuis 2016 a suscité un regain d'attention sur l'état des forces armées et de sécurité maliennes, ainsi que sur les appuis extérieurs à leur reconstruction. Avec plus de 500 personnes et un budget annuel de 16 millions d'euros, la Mission de formation de l'Union européenne (EUTM Mali) est le plus grand fournisseur d'assistance aux Forces armées maliennes (FAMA) en termes de formation et de conseil. Cette note décrit sept défis contextuels, politiques et opérationnels qui continuent d'entraver l'assistance portée aux FAMA. Ils démontrent que les bénéficiaires et les fournisseurs de l'assistance à la reconstruction de l'armée malienne partagent la responsabilité de la médiocrité des résultats obtenus.

SOMMAIRE

Introduction	2
Coopération militaire et EUTM Mali.....	3
Une double tâche : combattre et reconstruire.....	5
Quand l'offre détermine l'assistance	7
Manque de coordination	8
Une formation insuffisante et inefficace	9
Des intérêts divergents	11
La résistance au changement	12
Un vide institutionnel.....	13
Conclusion	15

INTRODUCTION

La reconstruction de forces de défense et de sécurité compétentes au Mali a été une priorité internationale depuis l'arrivée des forces d'intervention françaises et internationales dans le pays en 2013. Parallèlement au processus de paix engagé entre Bamako et les rebelles touaregs au nord, la refonte du secteur de la sécurité est présentée comme une condition préalable à la stabilisation et à la consolidation de la paix¹. Malgré l'insistance discursive récente sur une approche globale et les concepts connexes (par exemple 4D), il n'est pas exagéré de dire que l'assistance au secteur de la sécurité est généralement conçue comme un élément clé de la solution aux problèmes du Mali.

Malheureusement, il y a peu d'indications que le gouvernement malien et ses partenaires internationaux soient sur la bonne voie pour atteindre cet objectif, bien au contraire. Depuis 2016, le Mali connaît une dégradation assez linéaire de sa situation sécuritaire. Après leur expulsion par l'opération Serval, les groupes dits djihadistes ou terroristes au Nord-Mali se sont réorganisés avec succès et continuent d'infliger de nombreuses pertes aux forces de défense maliennes (Forces armées maliennes, FAMA), ainsi qu'à la Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations unies au Mali (MINUSMA). Entre-temps, des djihadistes de la Katiba Macina ont lancé une insurrection dans les régions centrales de Mopti et de Ségou, prenant *de facto* le contrôle de vastes zones rurales tandis que des représentants de l'État, administrateurs, enseignants et forces de sécurité, se retirent dans les centres urbains, voire plus au sud, dans la capitale Bamako.

Malgré la présence de forces étrangères alliées à Bamako, à savoir la MINUSMA, la Force conjointe des pays du G5 Sahel et l'opération Barkhane, qui a déployé la plupart des 5 100 hommes engagés au Mali, et malgré l'aide extérieure importante apportée à l'armée malienne et aux forces de sécurité intérieures (police, gendarmerie, garde nationale), l'insécurité augmente et se propage à l'intérieur du Mali et au-delà des frontières, vers les pays voisins comme le Niger et le Burkina Faso.

Cette note de recherche expose plusieurs facteurs qui expliquent pourquoi l'assistance sécuritaire au Mali peine à progresser et à atteindre un niveau qui permettrait aux forces de défense et de sécurité du pays de contenir, voire de vaincre, ses adversaires non étatiques. La note place la focale sur l'armée malienne et son principal fournisseur d'assistance, la mission de formation de l'UE (EUTM) au Mali. EUTM Mali offre des services similaires à ceux des missions de l'UE en Somalie et en République centrafricaine (RCA). Toutefois, disposant de plus de 500 personnes et d'un budget annuel de 16 millions d'euros, elle est bien plus importante que ces autres missions².

1. Pour des analyses sur le processus de paix au Mali, voir Alex Thurston, *Mali's Tragic but Persistent Status Quo*, Dakar, Rosa-Luxemburg-Stiftung, 2018 ; Arthur Boutellis et Marie-Joelle Zahar, *A Process in Search of Peace: Lessons from the Inter-Malian Agreement*, New York, International Peace Institute, 2017.

2. EUTM RCA (créée en 2015) compte au maximum 181 personnels avec un budget annuel de 13 millions d'euros. EUTM Somalie (créée en 2010) est composée d'environ 200 personnes et dispose d'un budget de 11 millions d'euros.

COOPÉRATION MILITAIRE ET EUTM MALI

L'assistance dans le secteur de la sécurité est devenue un outil majeur des politiques de sécurité au cours de la dernière décennie, en particulier dans les régions où la prétendue faiblesse de l'État et les insurrections armées sont censées menacer la paix et la sécurité internationale³. Cependant, dans la plupart des cas les puissances extérieures y ont des intérêts limités et reculent devant les coûts et les risques importants associés à une intervention militaire directe. Elles choisissent une intervention plus limitée qui vise à renforcer l'efficacité militaire et sécuritaire des alliés locaux et nationaux, généralement des autorités étatiques en conflit⁴.

L'assistance dans le secteur de la sécurité, en termes de formation, de conseil et d'équipement, est perçue comme un engagement efficace, relativement bon marché et à faible risque⁵. Sa popularité renouvelée est étroitement liée au terrorisme et à d'autres phénomènes non étatiques (migrations, criminalité organisée) que les décideurs politiques considèrent souvent comme des risques transnationaux.

Depuis le déclenchement de la crise en 2012, un nombre croissant d'acteurs, d'États et d'organisations ont apporté au Mali une aide importante dans le secteur de la sécurité. Selon un recensement incomplet, pas moins de soixante-dix projets différents d'assistance sécuritaire au Mali (justice, défense, sécurité intérieure) étaient en cours de réalisation au début de 2017, et cette compilation n'incluait que les partenaires occidentaux, onusiens et japonais⁶. Depuis lors, ces partenaires ont étendu leurs activités, de même que d'autres acteurs comme la Chine, la Russie et la Turquie. L'assistance fournie englobe un large éventail d'activités et de mesures de soutien, toutes destinées à accroître les capacités et les moyens de l'armée malienne – et parfois sa réforme. Ateliers et séminaires relativement courts, formations plus longues et plus ambitieuses à l'intérieur et à l'extérieur du pays, déploiement de consultants et de conseillers, dont certains sont intégrés dans les ministères maliens, en sont des exemples typiques. Enfin, les partenaires extérieurs fournissent également un soutien infrastructurel (construction ou réhabilitation de bureaux, de casernes, d'hôpitaux militaires, d'ateliers automobiles, de dépôts d'armes, etc.), du matériel (bottes, trousse de premiers secours, etc.), et parfois des armes létales.

3. Stephen Biddle, « Building Security Forces 1 Stabilizing Nations: The Problem of Agency », *Daedalus*, 146:4, 2017, p. 126-138 ; William Reno, « Fictional States & Atomized Public Spheres: A Non-Western Approach to Fragility », *Daedalus*, 146:4, 2017, p. 139-151 ; Aline Leboeuf, « Coopérer avec les armées africaines », *Focus stratégique*, n° 76, Paris, IFRI, 2017.

4. Il ne s'agit pas bien sûr d'une approche nouvelle. L'assistance au secteur de la sécurité était une pierre angulaire des politiques de sécurité de la guerre froide et des guerres par procuration des deux côtés du conflit. Voir par exemple Walter C. Ladwig, « Influencing Clients in Counterterrorism: U.S Involvement in El Salvador's Civil War, 1979-92 », *International Security*, 41:1, 2016, p. 99-146 ; S. Biddle, « Building Security Forces & Stabilizing Nations », *op. cit.*

5. Audience du général Thomas D. Waldhauser, United States Africa Command, devant la commission des forces armées du Sénat, Washington DC, 7 février 2019.

6. The Geneva Center for the Democratic Control of Armed Forces (DCAF), Cartographie du soutien de la communauté internationale en matière de sécurité et de justice au Mali, Genève, 2017.

L'UE a été particulièrement active dans les efforts de renforcement des capacités au Sahel⁷. Outre EUTM Mali, elle a déployé deux missions distinctes pour fournir une assistance aux agences de sécurité intérieure au Mali et au Niger : EUCAP Sahel-Mali (depuis 2014) et EUCAP Sahel-Niger (depuis 2012)⁸. Ces missions ont pour mandat de renforcer les capacités des agences de sécurité locales à lutter contre la criminalité organisée, le terrorisme et les migrations. Tout comme EUTM Mali, leur mandat en est venu à inclure le soutien à la Force conjointe des États du G5 Sahel. Au Mali, l'UE apporte une aide supplémentaire en renforçant les capacités par le biais de divers projets, dont le plus important est le Programme d'appui au renforcement de la sécurité dans la région de Mopti et à la gestion des zones frontalières (PARSEC). Autre initiative notable d'assistance à la sécurité, le programme GARSI (Groupes d'action rapides – Surveillance et intervention au Sahel) vise à renforcer les capacités opérationnelles des unités de gendarmerie dans tout le Sahel. Le PARSEC (29 millions d'euros) et le GARSI (66 millions d'euros) sont tous deux financés par le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE qui cherche à réduire l'immigration clandestine⁹.

EUTM Mali est une mission de formation et de conseil. Elle a été créée en 2013 pour aider à la reconstruction de l'armée malienne après sa mise en échec par l'insurrection conjointe des séparatistes touaregs et des groupes islamistes armés qui ont occupé une grande partie du territoire national du Mali. Un coup d'État plus ou moins accidentel à Bamako, lui-même déclenché par la crise politique et militaire, avait davantage désorganisé l'armée. L'objectif principal d'EUTM Mali est de renforcer les capacités des forces armées maliennes afin de promouvoir la stabilisation et la restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national. EUTM poursuit cet objectif en formant le personnel militaire (unités, soldats et officiers) et en offrant des conseils à différents niveaux (commandement et contrôle, logistique et ressources humaines). La formation est assurée par la Education and Training Task Force (ETTF) basée à Koulikoro, près de Bamako. Au départ, EUTM s'est concentrée sur la formation des bataillons de combat (Groupement tactique interarmées, GTIA) en vue d'un déploiement immédiat sur le champ de bataille. Cette approche a été progressivement abandonnée au profit de l'entraînement de sous-unités tactiques plus petites, de cours de formation pour les formateurs, de cours pour les commandants de compagnie et de formations individuelles spécialisées (tireurs d'élite, déminage, appui aérien rapproché, etc.).

La Advisory Task Force (ATF), située dans le quartier général de la mission à Bamako, a déployé des conseillers auprès du ministère malien de la Défense et de la hiérarchie des FAMa. Elle a joué un rôle clé dans l'élaboration de la toute première « Loi d'orientation et de programmation militaire » (LOPM) du Mali, qui a défini les priorités des FAMa pour la période de 2015 à 2019 en termes de dépenses récurrentes et d'investissements en capital pour de nouveaux équipements et le recrutement de nouveaux personnels. EUTM participe actuellement à la conception de la deuxième LOPM, qui couvre la période 2020-2024.

7. Andrew Lebovich, *Halting Ambition: EU Migration and Security Policy in the Sahel*, Paris, European Council on Foreign Relations, 2018.

8. Sur EUCAP-Sahel Niger, voir Léonard Colomba-Petteng, *La Politique étrangère et de sécurité commune à l'épreuve du terrain nigérien*, Paris, Fondation Robert Schumann, 2019.

9. David Kipp, *From Exception to Rule – the EU Trust Fund for Africa*, Berlin, German Institute for International and Security Affairs, 2018.

Elle est également engagée, entre autres, dans le conseil et le soutien à la construction d'un corps doctrinal modernisé.

EUTM se trouve actuellement dans son quatrième mandat (2018-2020), qui a consolidé les modifications substantielles introduites sous le mandat précédent (2016-2018). Celles-ci comprenaient notamment une approche plus souple sur le plan géographique. La zone d'opération de la mission a été étendue à la rive sud du fleuve Niger, y compris Tombouctou et Gao, afin de se rapprocher des troupes des FAMa et de leurs zones d'opération, en proposant des formations décentralisées aux unités et aux quartiers généraux des différentes régions militaires. Enfin, elle a également commencé à soutenir le G5 Sahel en fournissant une assistance aux contingents maliens de la Force conjointe du G5. L'opérationnalisation de la Force conjointe du G5 a été encore étendue¹⁰. EUTM dispose d'une équipe d'environ 500 personnes, dont un tiers est constitué de formateurs et de conseillers, le reste étant du personnel de soutien (personnel médical, force de protection, etc.). La plupart d'entre eux sont basés à Koulikoro. En 2019, l'ATF ne comptait que 28 conseillers, contre un maximum de 50 prévus par le mandat.

Avec sa mission jumelle, EUCAP Sahel-Mali, qui assure la formation et le conseil des forces de sécurité intérieure maliennes depuis 2015, EUTM Mali est le principal fournisseur d'assistance en matière de sécurité au Mali. En termes de visibilité et d'activités, ses résultats sont impressionnants. Par exemple, en juin 2019, environ 14 000 FAMa avaient reçu des formations de la part d'EUTM. Pourtant, la détérioration de la situation sécuritaire du pays semble démentir l'idée qu'EUTM Mali a un impact significatif sur la performance des FAMa, c'est-à-dire sur leur capacité à au moins conserver leurs positions et à prévenir une expansion de l'insécurité. Cela ne veut pas dire qu'EUTM devrait être tenue pour responsable de la situation. Non seulement le jeu compte beaucoup d'autres participants mais, plus important encore, de nombreuses variables façonnent la situation générale au Mali sur laquelle EUTM n'a aucune prise¹¹.

UNE DOUBLE TÂCHE : COMBATTRE ET RECONSTRUIRE

Considérant que l'assistance au secteur de la sécurité n'est généralement pas nécessaire dans des pays bien gouvernés et en paix, EUTM représente par définition une entreprise ambitieuse et difficile. La reconstruction de l'armée malienne ne fait pas exception à la règle¹². Cette armée qui, pendant des décennies, a assumé principalement des fonctions sociales et politiques plutôt que militaires, est une organisation extrêmement faible. Le début de la libéralisation politique au début des années 1990 a contribué à négliger et à dégrader l'armée, tandis que le coup d'État de 2012 l'a considérablement désorganisée¹³.

10. Pour plus de détails sur les mandats successifs, voir <http://eutmmali.eu/en/mandates>.

11. Niagalé Bagayoko, *Le Processus de réforme du secteur de la sécurité au Mali*, Montréal, Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix, 2018.

12. Michael Shurkin et al., *Building Armies, Building Nations. Toward a New Approach to Security Force Assistance*, Santa Monica, CA, RAND Corporation, 2017.

13. Marc-André Boisvert, « Autopsie d'une défaillance : cohésion, discipline et leadership au sein des Forces armées maliennes en 2012-2013 », présentation lors du colloque « Les nouveaux visages des armées africaines », Paris, IRSEM, 5-6 octobre 2016.

Les efforts de reconstruction et de réforme doivent relever des défis supplémentaires. Si, dans le meilleur des cas (en temps de paix), la reconstruction et la réforme d'une armée est partout une tâche difficile, il ne faut pas oublier que les FAMA sont fortement engagées dans des opérations militaires. Ce fait évident mais souvent négligé impose des contraintes importantes à EUTM et aux autres fournisseurs d'assistance.

La première restriction tient au fait que, pour les dirigeants politiques et militaires du Mali, ce sont les opérations militaires qui sont prioritaires et non la reconstruction ou la réforme de l'outil militaire. Cela signifie que les partenaires extérieurs et leurs interlocuteurs maliens ont des priorités qui ne sont pas forcément identiques. Mais même lorsque les objectifs concordent, les ressources et les capacités des partenaires maliens sont nécessairement limitées, étant donné qu'ils ont la double tâche de faire la guerre et de reconstruire l'armée.

Cela a des conséquences non négligeables, dont l'absence globale d'orientations stratégiques de la part du gouvernement malien n'est pas la moindre. Ce vide stratégique signifie que les partenaires du Mali ne bénéficient pas d'un cadre qui leur permettrait d'orienter leurs efforts en termes d'assistance. Si la LOPM, la première du genre au Mali, initiée et fortement soutenue par EUTM Mali, est un instrument potentiellement utile, elle ne peut remplacer un cadre politique défini en fonction de l'environnement stratégique et déterminant les politiques de sécurité et de défense.

La deuxième contrainte est liée au fait que les FAMA, relativement peu nombreuses, sont à la fois dispersées et soumises à une forte pression de la part de leurs adversaires. Selon des sources maliennes et étrangères, quelque 75 % de leurs troupes sont engagées en permanence dans des opérations militaires. Cela signifie que les FAMA non engagées, et donc disponibles pour recevoir des formations ou des conseils de la part d'EUTM sont non seulement épuisées mais aussi peu nombreuses. D'où les difficultés répétées d'EUTM à recevoir un nombre suffisant de FAMA en formation à Koulikoro : le problème ne vient pas seulement des grandes distances qui séparent le théâtre d'opérations des lieux d'entraînement.

Un cycle opérationnel conventionnel de planification, de préparation, d'exécution et d'évaluation des opérations, est faible ou quasi inexistant au Mali. Cela affecte particulièrement les troupes, dont la plupart passent neuf mois par an ou plus en opérations. Si les officiers peuvent être moins exposés, les meilleurs partent souvent à l'étranger pour suivre une formation complémentaire et acquérir des qualifications, ce qui laisse un vide en matière de leadership au Mali et sur le terrain.

Au-delà du stress du champ de bataille et d'un cycle d'opérations épuisant, il existe un facteur contextuel connexe : les FAMA, comme la plupart des autres organisations de l'État malien, souffrent de l'absence d'un minimum de stabilité dans leur environnement politique et institutionnel. Depuis 2013, le Mali a eu cinq Premiers ministres différents et pas moins de sept ministres de la Défense. Le chef d'état-major de l'armée a également changé à plusieurs reprises. Dans ce contexte, l'existence même d'un ensemble de priorités et de politiques plus ou moins stables et cohérentes n'est pas évidente, ce qui provoque également des incertitudes pour les partenaires étrangers.

Enfin, la stagnation du processus de paix est un obstacle à la reconstruction et à la réforme de l'armée. L'accord de paix d'Alger établit des liens entre des réformes institutionnelles dans le secteur de la sécurité et la démobilisation et l'intégration de combattants. Or la méfiance règne entre les parties signataires, entraînant l'immobilisation de la mise en œuvre qui empêche tout progrès de la réforme du secteur de la sécurité.

QUAND L'OFFRE DÉTERMINE L'ASSISTANCE

La principale conséquence de l'absence de cadre stratégique défini par le Mali est que l'aide sécuritaire est majoritairement axée sur l'offre, donc détenue et conçue par les partenaires extérieurs¹⁴. Ce fait n'est pas immédiatement perceptible, les officiels maliens rejetant rarement, voire jamais, les offres de leurs partenaires étrangers, notamment en matière de formation et d'équipement. Cependant, un consentement poli n'est pas l'expression de besoins réels et prioritaires. Si de nombreux conseillers travaillant au Mali, à l'intérieur et à l'extérieur d'EUTM, le savent bien, leurs hiérarchies attendent d'eux qu'ils identifient, réalisent et financent des projets afin de démontrer l'efficacité et la visibilité de leurs organismes. Ces logiques institutionnelles sont confrontées à la dure réalité du terrain où l'identification des besoins réels exige d'engager un dialogue laborieux avec les partenaires maliens, une démarche lente, lourde et potentiellement frustrante, aux résultats incertains. Il est difficile entre autres de trouver un terrain d'entente avec les partenaires maliens dont les attentes en termes de type et de montant d'aide peuvent différer de celles que leurs partenaires extérieurs sont capables et désireux de fournir. Certains partenaires déplorent la faiblesse de la demande et donc de l'appropriation locale qui peut produire des résultats médiocres. Dans de nombreux cas, cependant, la situation n'est pas gênante pour les acteurs extérieurs dans la mesure où l'absence de discussions difficiles avec les Maliens leur permet de fournir une aide qui correspond en premier lieu à leurs logiques et intérêts propres. Il en découle qu'une grande partie des activités de soutien dédiées aux FAMAs, proposées, conçues et exécutées par des partenaires étrangers, ne répondent pas aux besoins et aux priorités des Maliens¹⁵. Dans ce contexte, il semble particulièrement peu judicieux d'attendre que les Maliens « s'approprient » la reconstruction et la réforme, comme le réclament les partenaires étrangers¹⁶.

L'aide axée sur l'offre engendre des coûts importants, pose des problèmes de durabilité et d'interopérabilité et risque de limiter le renforcement des capacités maliennes – quand elle ne les affaiblit pas. Par exemple, de nombreux partenaires ont tendance à fournir des dons ponctuels, comme une cargaison de véhicules (camions, ambulances, etc.), souvent d'occasion. Ils sont peu nombreux à se demander si leur don répond aux besoins du Mali ou au profil de la flotte malienne existante, c'est-à-dire si ces véhicules correspondent aux modèles et aux types que les FAMa possèdent déjà ou si elles disposent des ressources nécessaires pour en assurer la gestion et l'entretien. Résultat, beaucoup de ces véhicules ne

14. Denis M. Tull, « Rebuilding Mali's Army: The Dissonant Relationship between Mali and Its International Partners », *International Affairs*, 95:2, 2019, p. 405-422.

15. Entretien avec un officier d'EUM, 10 juin 2017.

16. N. Bagayoko, *Le Processus de réforme du secteur de la sécurité au Mali*, op. cit., p. 30.

verront jamais le terrain des opérations ou bien ils seront abandonnés à la première panne car ni les budgets, ni les pièces de rechange, ni l'expertise mécanique n'ont été programmés. En d'autres termes, ces dons en nature ont tendance à engendrer des coûts de transaction et financiers importants qui peuvent neutraliser l'avantage opérationnel qu'ils sont censés apporter, voire avoir des effets perturbateurs. Ces faits démontrent que les partenaires étrangers négligent la pertinence et la durabilité de l'aide ainsi que la capacité d'absorption de leurs partenaires maliens.

MANQUE DE COORDINATION

Le défaut de coordination des soutiens extérieurs est un autre inconvénient de la disjonction entre l'offre et la demande. Celle-ci n'est ni assurée par la partie malienne, ni assumée de manière adéquate par les partenaires extérieurs. Cela vaut même pour les pays européens, bien que les efforts de partage de l'information et de coordination tacite aient été accentués récemment. Ainsi, il existe un nombre limité de groupements souvent partiels qui facilitent la circulation et l'échange d'informations, comme l'Instance de coordination au Mali (ICM), une réunion trimestrielle des fonctionnaires de Barkhane, MINUSMA, EUTM, EUCAP et FAMA, qui a été créée en 2018. En outre, la création de la Force conjointe de l'initiative du G5 pour le Sahel a déclenché certains efforts pour coordonner les promesses et les projets dans le cadre d'un « Conseil de coordination » basé à Bruxelles.

Dans l'ensemble, cependant, il semble n'y avoir guère plus que des échanges d'informations. Cela engendre un cercle vicieux dans lequel les étrangers reprochent à leurs partenaires maliens un manque de direction stratégique, tandis que les Maliens se plaignent (quoique rarement à leurs partenaires) d'étrangers intrusifs et dominateurs qui les inondent d'aide sans les consulter. Le ministère de la Défense malien dispose d'un officier de liaison dédié à la coopération militaire avec les partenaires étrangers. Cela jette le doute sur la capacité et la volonté politique maliennes d'imposer un certain niveau de cohérence et de coordination. Certains partenaires européens soutiennent fermement que la coordination des partenaires extérieurs devrait être du ressort de la partie malienne. Pendant ce temps, la faiblesse ou l'absence de réactions maliennes à leurs propositions suscite frustrations et impatience, ce qui en incite certains à poursuivre leurs initiatives malgré tout. C'est dans ce sens que quelques officiers d'EUTM considèrent qu'une part importante de leur mission consiste à « aider [leurs] partenaires maliens à articuler leurs besoins¹⁷ ».

Cependant, l'absence d'« appropriation » malienne ne doit pas occulter le fait que les partenaires étrangers manquent souvent de la volonté politique de rechercher des échanges au sein du cercle toujours plus large des partenaires extérieurs. D'ailleurs, cette coordination n'est pas toujours garantie dans un seul et même pays, car les différents ministères et agences ou les fonctionnaires déployés dans le cadre de missions internationales (UE, ONU) se disputent l'influence, la visibilité et les décaissements. Comme l'a fait remarquer un fonctionnaire européen : « La coordination est un défi pour les donateurs et les Maliens.

17. Entretiens avec d'anciens officiers d'EUTM, 17 janvier 2019 et un conseiller d'EUTM, 8 décembre 2017.

Si 13 partenaires offrent à peu près la même chose, cela n'a pas de sens et ne peut pas être efficace. » Le problème est mis en évidence par la façon dont certains acteurs extérieurs, en l'occurrence EUCAP Sahel-Mali, ont identifié la « coordination » avec d'autres donateurs comme un objectif de projet distinct¹⁸. Cependant, la plupart des interlocuteurs étrangers et européens restent sceptiques quant aux perspectives de coordination. Tout le monde s'accorde sur la nécessité d'une meilleure coordination, mais personne ne veut y être soumis.

Le défi de la coordination externe est également souligné par le mode de fonctionnement d'EUTM et de ses différentes composantes nationales. Dans une certaine mesure, EUTM cherche à transmettre les normes européennes aux FAMA et à homogénéiser les normes et les pratiques qui devraient prévaloir au sein de l'armée malienne. Cependant, ces normes européennes n'existent pas en tant que telles, étant donné que Suédois, Espagnols, Allemands, etc. ont tous leurs propres normes, qu'ils transmettent, en tant que membres de la mission, à leurs partenaires maliens. Le changement fréquent des contingents nationaux d'EUTM implique le changement des normes et des pratiques de formation ou de conseil mises en œuvre par les fonctionnaires d'EUTM. Il est donc pour le moins ironique que la mission cherche à promouvoir une centralisation et une harmonisation des normes, des pratiques et des doctrines que ses propres membres ne peuvent pas respecter, sans parler de la confusion que l'hétérogénéité des conseils et des formations européens peuvent créer chez les partenaires maliens¹⁹. De cette façon, la mission et la myriade d'autres partenaires extérieurs contribuent à saturer l'armée malienne d'une multiplicité de concepts militaires et de cultures d'origine étrangère qui coexistent avec difficulté²⁰.

UNE FORMATION INSUFFISANTE ET INEFFICACE

L'objectif initial d'EUTM était de permettre au gouvernement malien de reconquérir et de contrôler le nord du pays. Pour ce faire, EUTM a privilégié au début une approche essentiellement quantitative, en dispensant à un maximum de soldats et de bataillons une formation militaire de base. À cet effet, EUTM a formé huit bataillons (GTIA), chacun composé de 600 à 700 soldats environ pendant les trois premières années de la mission (février 2013 – avril 2016), soit un total approximatif de 5 000 hommes. Au départ, la formation et l'entraînement des GTIA duraient trois mois puis leur durée a été réduite de moitié.

La formation offerte par EUTM a fait l'objet de critiques fréquentes et persistantes, dont une grande partie est relayée par les membres de la mission eux-mêmes qui déplorent volontiers les contraintes politiques et institutionnelles limitant l'impact de la mission. Par exemple, les responsables d'EUTM ont expliqué à plusieurs reprises que la courte durée des formations était insuffisante pour avoir un impact important sur l'efficacité des FAMA sur le champ de bataille²¹. Les soldats maliens ont pu améliorer certaines compétences de

18. Denis M. Tull, *Mali, the G5 and Security Sector Assistance: Political Obstacles to Effective Cooperation*, Berlin, German Institute for International and Security Affairs, 2017.

19. Entretiens avec un ancien conseiller européen, 6 juin 2018, et un ancien conseiller d'EUTM, 7 juin 2018.

20. Entretiens avec un officier d'EUTM, 8 décembre 2016 et 11 juin 2018.

21. Entretien avec un ancien officier d'EUTM, 3 juillet 2018.

base, mais ils n'ont pas reçu l'enseignement tactique nécessaire pour opérer dans un environnement hostile.

La décision d'offrir des formations renforcées aux unités GTIA qui avaient déjà reçu une formation initiale à Koulikoro, a fait évoluer les activités de formation d'EUTM. Cependant, à partir de juillet 2015, le recyclage des GTIA n'a pas apporté de progrès significatifs. Si l'idée d'améliorer et d'étendre les compétences précédemment transmises était convaincante, sa mise en œuvre s'est heurtée à des obstacles. Ainsi, il s'est avéré que les GTIA revenus à Koulikoro pour se recycler ne ressemblaient que de loin aux unités initialement formées²². Des soldats précédemment formés, seuls un peu plus de la moitié restaient dans les bataillons, en raison notamment des pertes subies et d'une gestion chaotique des ressources humaines. La fluctuation à l'intérieur des unités allait à l'encontre de l'idée de créer des bataillons cohérents et efficaces.

Enfin et surtout, cette initiative a illustré les contraintes auxquelles EUTM a dû faire face pour évaluer son propre degré d'efficacité. Une fois que les soldats maliens quittent Koulikoro, EUTM n'a pas connaissance de leurs performances, de leurs missions et de leur parcours. En d'autres termes, la mission n'a aucun moyen de suivre et d'évaluer son propre impact sur les FAMa, à l'exception des rapports occasionnels de Barkhane qui accompagne les unités de l'armée malienne en opération et peut donc fournir un retour d'information²³. Comme d'autres partenaires dans le secteur de la sécurité, EUTM ne peut confirmer l'hypothèse provisoire et pleine d'espoir selon laquelle une formation accrue améliore l'efficacité des FAMa. Les conséquences involontaires de l'assistance fournie restent également inconnues. C'est dans ce contexte que certains ont suggéré d'intensifier significativement l'assistance extérieure sous forme de « tutorat »²⁴.

Sur le plan positif, EUTM a entrepris un certain nombre d'ajustements notables au fil du temps. Toutefois, pour des raisons similaires à celles mentionnées ci-dessus, l'impact des projets de formation des formateurs ou des cours de formation spécialisée reste incertain. De même, la mission a cherché à renforcer la durabilité de son aide en soutenant les académies militaires maliennes. Cependant, ces efforts se sont heurtés à une forte résistance d'une partie de la hiérarchie des FAMa et font l'objet de négociations constantes et souvent opaques. Enfin, EUTM a élargi sa zone d'opération en créant des équipes mobiles de formation et de conseil directement déployées dans les unités maliennes.

Les critiques internes et externes d'EUTM soutiennent souvent que l'UE est son propre pire ennemi. Ils déplorent le fait que la formation dispensée par l'UE ne soit pas complétée par la fourniture d'équipements vitaux. Il va sans dire que cette question va bien au-delà du cas malien et fait depuis longtemps l'objet de discussions permanentes entre les États membres et les institutions de l'UE²⁵. Pour l'instant, au Mali, cet état de fait conduit à des

22. Une observation similaire avait été faite par des officiers américains avant la crise de 2012. Voir Simon J. Powelson, *Enduring Engagement Yes, Episodic Engagement No: Lessons for SOF from Mali*, Monterey, CA, Naval Postgraduate School, 2013.

23. Entretien avec un officier d'EUTM, 5 juin 2018.

24. Nombreux entretiens avec des responsables de la MINUSMA et d'EUTM.

25. En 2018, le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Mogherini, a présenté une proposition pour la création d'une « Facilité de paix européenne » (FPE) qui vise à permettre le financement par l'UE de toutes les actions extérieures de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) ayant des

situations dans lesquelles les FAMA sont formées sur des équipements que l'armée malienne ne possède pas et dont elle ne disposera probablement pas dans un avenir proche. Il en résulte qu'une grande partie de la formation EUTM dispensée est très éloignée des conditions réelles dans lesquelles les recrues des FAMA opèrent. Dans ces circonstances, les responsables européens et de l'UE s'inquiètent de la crédibilité politique de l'UE et d'EUTM aux yeux de leurs partenaires maliens²⁶. Ils soulignent également que l'assistance au secteur de la sécurité se déroule dans un environnement de plus en plus concurrentiel. Certes, EUTM Mali est le principal acteur de coopération militaire, mais il pourrait être dépassé par des concurrents tels que la Turquie, la Russie ou la Chine qui ont moins de scrupules à livrer du matériel et des armes aux FAMA²⁷.

DES INTÉRÊTS DIVERGENTS

Si EUTM a pour objectif de contribuer à la reconstruction d'une armée compétente, professionnelle et efficace, il n'est pas certain que les dirigeants politiques et/ou militaires du Mali le partagent. Tout d'abord, le gouvernement malien a pris l'habitude de s'appuyer sur les forces étrangères, leur déléguant de fait la sécurité. La Mission de stabilisation des Nations unies (MINUSMA), avec quelque 14 000 hommes en uniforme, et l'opération anti-terroriste française Barkhane, dont la plupart des troupes sont au Mali, déploient une barrière de sécurité contre les rebelles et les groupes terroristes. Bien que ces forces n'aient ni les moyens ni le mandat d'assurer la sécurité et la stabilité dans la plupart des régions du Mali, elles assurent directement et indirectement la sécurité de Bamako, le centre politique et le siège de sa classe dirigeante.

L'externalisation de la sécurité constitue également une garantie contre l'armée malienne, sujette aux coups d'État. Depuis l'indépendance du Mali en 1960, l'armée est intervenue cinq fois sur la scène politique. Si deux de ces coups d'État ont échoué (1976 et 1978), trois autres ont été couronnés de succès : ceux du lieutenant Moussa Traoré, en 1968, du lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, en 1991, et du capitaine Amadou Haya Sanogo, en 2012. Selon un observateur malien, le putsch du capitaine Sanogo et de ses associés avait une dimension militaire et politique : militaire, dans le sens où il s'agissait d'une révolte dirigée contre une hiérarchie militaire dysfonctionnelle et incompétente qui avait abandonné ses troupes face aux insurgés djihadistes et touaregs (en effet, aucun officier supérieur ne figurait parmi les dirigeants du coup d'État)²⁸ ; et politique dans le sens où ses dirigeants ont pris pour cible un gouvernement qu'ils accusaient de corruption généralisée et d'inefficacité, y compris dans la gestion du conflit dans le Nord²⁹.

implications militaires, y compris l'aide à la formation et à l'équipement de pays partenaires tels que le Mali. La FPE pourrait être mise en place d'ici 2021.

26. Entretien avec un conseiller militaire européen, 4 juin 2018.

27. Entretien avec un ancien conseiller d'EUTM, 28 mai 2019.

28. Marc-André Boisvert, « [2012: L'étrange défaite de l'armée malienne](#) », 18 janvier 2017.

29. Entretien avec un analyste malien, 12 décembre 2017.

Comme le suggèrent de nombreux interlocuteurs maliens, les facteurs qui ont conduit au coup d'État accidentel de 2012 sont toujours d'actualité : la négligence politique des militaires, le manque de direction stratégique pour remporter le conflit actuel, la corruption et l'incompétence, et la pression omniprésente sur une armée qui a subi d'innombrables défaites et pertes. Des manifestations d'épouses et de familles de militaires contre le gouvernement ont éclaté à plusieurs reprises, tout comme les rumeurs d'un coup d'État imminent³⁰. Tant que les forces étrangères protègent les intérêts vitaux du régime, le gouvernement n'a guère de raison de considérer la reconstruction et la réforme des forces armées comme une priorité³¹. Cependant, la détérioration de la situation sécuritaire, en particulier dans le centre du pays, pourrait modifier cette logique.

LA RÉSISTANCE AU CHANGEMENT

EUTM Mali a rencontré des obstacles récurrents dans ses efforts de mise en œuvre de ses objectifs, notamment une forte résistance à ses projets visant à promouvoir les aspects de gouvernance et d'efficacité dans le secteur de la sécurité. Depuis plusieurs années, par exemple, EUTM n'a pas réussi à convaincre les autorités maliennes du bien-fondé d'un système d'information logistique (SILOG), qui vise à améliorer l'acquisition, la gestion et la distribution des ressources logistiques au sein des forces armées.

De même, EUTM a cherché à travailler sur la gestion des ressources humaines des FAMa, un défi permanent selon de nombreux interlocuteurs maliens et internationaux³². Les informations de base telles que les profils des soldats, leurs qualifications, les formations reçues, les zones/unités de déploiement passées et présentes, etc. sont très insuffisantes, comme le reconnaissent certains responsables maliens. Les conseillers européens affirment qu'un tel système est indispensable pour organiser l'utilisation et le déploiement rationnels du personnel militaire, développer des parcours de carrière cohérents, aligner les capacités sur les besoins à long terme, etc. afin de construire une armée efficace³³. Ces deux projets ont été bloqués par des cycles interminables de réunions, de négociations et d'actes invisibles de résistance malienne, attribués par de nombreux conseillers étrangers à des intérêts particuliers, notamment le racket et la corruption. Ils supposent que les efforts d'EUTM visant à établir un nouveau système de paie ont également été bloqués pour les mêmes raisons. En fait, certains responsables étrangers affirment que des officiers maliens profitent largement du statu quo qui leur permet de s'approprier une partie des salaires de leurs subordonnés, voire des salaires d'un personnel fictif³⁴.

Après des années d'obstruction et d'appels impatients, mais non entendus, l'UE a finalement fait face à la réalité en imposant des conditions. Elle a subordonné une petite partie de

30. « Le président malien qualifie "d'élucubrations" les spéculations sur un putsch », AFP, 6 octobre 2019 ; « Mali : enfants et femmes de soldats en colère dans la rue après un lourd revers militaire », AFP, 2 octobre 2019.

31. Entretien avec un officier français, 6 juin 2017.

32. M.-A. Boisvert, « 2012 : L'étrange défaite de l'armée malienne », *op. cit.*

33. Entretien avec un responsable militaire, 11 février 2019.

34. Entretiens avec un responsable de l'EUTM, 8 décembre 2017, et un conseiller militaire européen, 15 juin 2017.

son aide financière (14 millions d'euros) au Mali à l'avancement de ces projets de réforme en faisant de l'amélioration de la gestion des ressources humaines l'un des 13 indicateurs de performance³⁵. Au début de 2019, un premier examen a conclu qu'aucun progrès n'avait été accompli. Pour les uns, subordonner une partie de l'aide au développement de l'UE aux réformes du secteur de la sécurité constituait un signal politique relativement fort – ils insistaient en particulier sur le fait que la Direction générale de la coopération internationale et du développement (DG DEVCO) de la Commission européenne avait accepté de s'aligner sur cette initiative³⁶. D'autres, cependant, ont fait valoir que les sommes dérisoires en jeu ne créeraient pas d'effet de levier et que l'UE et ses États membres n'avaient aucune chance de vaincre l'immobilisme du gouvernement malien³⁷.

Le point à retenir ici est que le secteur de la défense malien, tout comme le reste du système de gouvernance de l'État, est caractérisé par des logiques, institutions et mécanismes peu lisibles pour les acteurs extérieurs. Aux intérêts particuliers qui expliquent en partie la résistance au changement, il faut ajouter les faibles capacités et les ressources limitées³⁸. Par exemple, dans le cadre de la préparation de la prochaine LOPM, les efforts d'EUTM pour évaluer la mise en œuvre de la précédente LOPM ont été entravés par le fait que les autorités maliennes ne possédaient pas ou ne partageaient pas les statistiques et autres informations dont la mission avait besoin. La fraude et la corruption jouent certainement un rôle, mais les faibles capacités maliennes en termes de planification et de mise en œuvre entrent aussi en ligne de compte.

Enfin, le soutien offert par EUTM est également entravé par les préoccupations des dirigeants maliens en matière de souveraineté nationale. En effet, étant donné que le secteur de la défense est un domaine politiquement sensible, il n'est pas étonnant que les responsables maliens ne mettent pas toutes leurs cartes sur la table comme le souhaiteraient les responsables d'EUTM. La gestion des ressources humaines, les effectifs réels des forces armées, le budget de la défense et enfin les opérations militaires en cours sont des données inaccessibles aux partenaires extérieurs tels qu'EUTM.

UN VIDE INSTITUTIONNEL

Le plus grand obstacle auquel la coopération militaire se heurte au Mali réside dans le fait qu'elle contourne divers problèmes institutionnels au lieu de chercher à les résoudre. Le renforcement des capacités, axé sur l'amélioration des compétences et de l'efficacité tactiques et opérationnelles des forces armées maliennes, risque d'avoir des résultats limités en l'absence de changements institutionnels.

35. Plus précisément, l'UE a demandé la mise en œuvre effective du Système d'information de gestion des ressources humaines (SIGRH).

36. Entretien avec des responsables européens, 11 et 12 février 2019.

37. Entretien avec un diplomate occidental, 4 février 2019.

38. Morgane Le Cam, « Au Mali, le système est infesté par la corruption et les citoyens y sont habitués », *Le Monde*, 1^{er} août 2019.

Le premier écueil institutionnel est l'État malien. Même si EUTM et d'autres partenaires parvenaient d'une manière ou d'une autre à hisser les FAMA à un niveau satisfaisant, dans quelle mesure cette armée serait-elle viable ? Autrement dit, une armée efficace ne peut être maintenue en l'absence d'autres structures étatiques efficaces³⁹. Bien que la question d'une réforme institutionnelle plus large au sein de l'État malien ne puisse pas être discutée ici, disons qu'il y a peu de preuves que les autorités maliennes ou leurs partenaires étrangers soient investis dans des réformes politiques et administratives qui rendraient l'État plus efficace et légitime⁴⁰.

Le deuxième défi institutionnel concerne la mosaïque institutionnelle du secteur de la sécurité et l'assistance à ce secteur elle-même. Le secteur de la sécurité du Mali souffre de la corruption et d'une culture organisationnelle dysfonctionnelle, avec des effets dévastateurs sur la gestion des ressources humaines et la logistique, pour ne citer que deux domaines qui ont une incidence immédiate sur l'efficacité sur le champ de bataille. Tant que ces problèmes ne seront pas résolus, il y a peu de chances que les FAMA deviennent une armée plus professionnelle⁴¹. Certains considèrent même que les indicateurs tels que la corruption et la fraude sont en hausse, ce qui serait lié à l'augmentation des dépenses de défense dans le cadre de la LOPM. Les actions très limitées et largement techniques engagées par les autorités en faveur de la réforme du secteur de la sécurité (RSS), comme par exemple la création du Commissariat à la RSS et du Conseil national pour la RSS, qui n'ont pas reçu le soutien politique nécessaire, sont révélatrices à cet égard.

Pourtant les partenaires partagent une responsabilité certaine à cet égard, étant donné qu'ils mettent l'accent sur des objectifs tactiques et opérationnels centrés sur les menaces et l'action militaire plutôt que de se concentrer dans une même mesure sur le renforcement des institutions afin d'améliorer la gouvernance de la sécurité et les relations civilo-militaires⁴². En ce qui concerne EUTM, il faut reconnaître que la mission est l'un des rares acteurs extérieurs au Mali qui cherche à relever au moins certains de ces défis, comme la transparence, même si, comme nous l'avons expliqué plus haut, elle n'a guère réussi jusqu'à présent. À l'exception de quelques ateliers ici et là, les pierres angulaires d'un secteur de la sécurité efficace telles que la responsabilité, l'État de droit et le contrôle démocratique sont relativement négligées par les partenaires extérieurs. Dans l'ensemble, on peut donc affirmer que le gouvernement comme ses partenaires font preuve d'un faible engagement en faveur de réformes institutionnelles de fond visant à professionnaliser le secteur de la sécurité. La détérioration de la situation en matière de sécurité n'a fait que renforcer cette attitude, créant un cycle d'urgence à court terme qui sape l'attention et les capitaux nécessaires pour relever les défis à long terme.

39. Bruce Whitehouse, « [How US Military Assistance Failed in Mali](#) », 21 avril 2014.

40. Catriona Craven-Matthews et Pierre Englebert, « A Potemkin State in the Sahel? The Empirical and the Fictional in Malian State Reconstruction », *African Security*, 11:1, 2018, p. 1-31.

41. La saga tristement célèbre des deux hélicoptères Puma de l'armée malienne illustre ce point. Voir « Mali : des hélicoptères "Puma" qui posent question », RFI, 13 août 2019.

42. Christopher Holshek, « Mali's Teachable Moment: The Primacy of Civil Authority in Security Sector Development and Assistance », *Conflict Trends*, 2013:4, p. 46 ; D. M. Tull, *Mali, the G5 and Security Sector Assistance*, op. cit.

CONCLUSION

Assistance et coopération sécuritaire sont une réponse aux déficits que les décideurs étrangers ont identifiés au Mali. D'un point de vue extérieur et souvent occidental, ces déficits et faiblesses sont nombreux et étendus. De ce type d'analyse découle toute une série de besoins auxquels il faudrait répondre par une myriade de propositions. Ces propositions, souvent axées sur l'offre, peuvent être peu pertinentes du point de vue du bénéficiaire malien. Elles peuvent également dépasser les capacités institutionnelles et politiques des Maliens, comme le concèdent volontiers certains partenaires et coopérants en matière de sécurité. Au Mali, ceci est devenu un cercle vicieux depuis 2013. Plus la situation sécuritaire se détériore, plus les étrangers interviennent, proliférant en nombre et en initiatives. En conséquence, le rôle malien dans la reconstruction de l'armée risque d'être marginalisé par des partenaires extérieurs impatientes qui se préoccupent avant tout de la menace terroriste et qui, souvent, ne sont pas suffisamment nuancés quant aux identités et aux stratégies des groupes insurgés⁴³.

D'une manière générale, deux séries de facteurs peuvent expliquer les résultats relativement modestes, même dans le cas d'EUTM Mali qui a le double avantage d'être un partenaire offrant un soutien multidimensionnel et durable. La première est que de nombreux obstacles à la reconstruction de l'armée ne sont pas ciblés par les partenaires ou sont hors de leur portée. Il s'agit des facteurs contextuels et structurels tels que l'arrêt du processus de paix et les héritages qui précèdent et contribuent à la crise actuelle comme l'économie politique de l'État malien. Par exemple, les partenaires extérieurs ont tout simplement peu de moyens de pression pour réorganiser la gestion des ressources humaines des FAMa face à la résistance des intérêts particuliers.

La deuxième série de facteurs concerne les déficits et les incohérences de l'assistance à la sécurité elle-même en termes de stratégies, de méthodes et de priorités. Bien que les améliorations dans ces domaines ne garantissent pas de meilleurs résultats, elles sont une condition nécessaire pour accroître l'efficacité de l'assistance. Certaines d'entre elles peuvent être à jamais illusoire, comme une véritable coordination internationale. D'autres sont peut-être plus réalisables : notons que l'UE a, tout au long de l'existence d'EUTM Mali, entrepris d'importants ajustements de son mandat qui témoignent de processus d'apprentissage et d'adaptation institutionnelle ne pouvant être tenus pour acquis. Les ajustements futurs et potentiellement appropriés peuvent inclure une présence permanente dans le centre et le nord du Mali au lieu de l'intervention d'équipes mobiles de formation et de conseil. D'autres peuvent être politiquement irréalisables, comme de renforcer qualitativement EUTM Mali en la chargeant d'entreprendre ce que l'on appelle le mentorat qui exigerait que les militaires d'EUTM accompagnent les FAMa en terrain hostile. Si les officiers ayant l'expérience d'opérations dans d'autres pays affirment souvent que le *mentoring*, ou tutorat, est une approche efficace, il s'agit également d'une approche extrêmement risquée qui pourrait faire des victimes. Peu d'États membres de l'UE sont prêts à prendre le risque

43. Pour une analyse précise, voir Mathieu Pellerin, *Les Violences armées au Sahara. Du djihadisme aux insurrections ?*, Paris, Institut français des relations internationales, 2019.

politique de mettre leurs troupes en danger pour le bien du Mali ou du Sahel⁴⁴. Cependant, même si le *mentoring* sous une forme ou une autre peut s'avérer efficace, il n'obtiendra des progrès stratégiques que si la partie non militaire de l'équation fonctionne, c'est-à-dire que soient tenues et stabilisées les zones rurales qui restent des proies faciles pour les groupes d'insurgés. Des initiatives antérieures, tel le Plan de sécurisation intégrée du gouvernement malien des régions du Centre (PSIRC) de 2017, donnent peu de raisons d'être optimiste à cet égard.

(Traduit de l'anglais par l'auteur et Jeanne Groscolas-Pinelli)

Chercheur Afrique de l'Ouest à l'IRSEM depuis 2016, Denis Tull est docteur en science politique de l'université de Hambourg, sur la gouvernance non étatique à l'est de la RDC en temps de guerre. Il a été chercheur à la Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP) de Berlin de 2004 à 2016. En Afrique, il a vécu et travaillé au Sénégal, en RDC, au Cameroun et au Mali. Ses recherches portent sur les relations extérieures de l'Afrique, les conflits armés, les interventions internationales et les opérations de paix ainsi que la transformation des États, principalement dans les pays francophones de l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest. Il a publié dans *International Security*, *International Peacekeeping*, *Politique africaine*, *African Affairs* et le *Journal of Modern African Studies*.

Contact : denis.tull@irsem.fr

44. En conséquence, la France a lancé une coalition européenne de volontaires (Task Force Takuba), qui sollicite des forces d'opérations spéciales des États membres de l'UE. Elle devrait être sur le terrain au cours du second semestre 2020.